

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 38 (2001)
Heft: 1492

Rubrik: Politique vaudoise

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 16.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'Université pas seulement pour elle-même

Pour cause de finances délabrées, le futur de l'Université de Lausanne est incertain. Une situation qui menace d'affaiblir l'ancrage historique qui la lie au canton.

Lorsque l'Université de Lausanne décida de se délester de ses sections scientifiques à charge de l'EPFL et d'une collaboration triangulaire avec Genève, on attendait, on espérait un rebond. Du recentrage aurait dû procéder plus de vigueur, une nouvelle affirmation de soi, un projet.

Le rapport du rectorat, ou plus exactement ce qui en a été divulgué, a douché cet espoir. Une des variantes envisagée serait de rattacher l'Université à L'EPFL, avec on ne sait quelle marge d'autonomie. Dans ce rapport il faut faire aussi la part de mise en demeure adressée au gouvernement: voici les obligations qui nous sont imposées, voici les ressources attribuées, il n'y a plus d'adéquation. Le rectorat tient à affirmer que l'Université n'a plus les moyens de sa politique.

Ce qui surprend, c'est que l'Université puisse être perçue, par ceux-là mêmes qui la gèrent, comme détachable de l'histoire de ce canton. Certes beaucoup de cantons

ne sont pas siège d'une université et ils affirment leur vitalité sur d'autres terrains. Mais l'Université vaudoise a accompagné l'histoire du canton. Sans remonter à l'Académie voulue par les Bernois pour former les pasteurs, elle fut au 19^e siècle une création radicale en tant qu'université humboldienne, qui confirma l'ouverture d'une faculté de médecine. Plus près de nous, dans les années septante, elle incarna un des symboles de «la grande mutation du canton» qu'affirmait année après année le déménagement à Dorigny. Au nom de cette ambition, une politique budgétaire et fiscale dégageant un autofinancement suffisant était admise par l'ensemble des partis. Certes la démographie universitaire galopante et les finances délabrées du canton imposent aujourd'hui de nouvelles données.

Mais l'ancrage cantonal demeure une condition de survie. Une communauté est faite d'un passé, d'une histoire qui l'a modelée. L'Université vaudoise est une composante de cette histoire. Elle fait partie de

notre identité. Elle participe, ici, à la mobilité de l'échelle sociale.

Les moyens de le faire

Tout cela est bien beau, dira-t-on. Mais ce qui manque, ce sont les espèces sonnantes. Précisément. Les efforts qu'inévitablement les Vaudois seront appelés à faire s'ils ne veulent pas aller tout droit à la faillite, n'auront de sens que si des objectifs qui les touchent leur sont présentés. L'enracinement cantonal, ce n'est pas du cantonalisme. L'Université doit, pour se développer, être partie d'une société vivante, ambitieuse.

Après cette affirmation de soi peuvent intervenir les collaborations intercantionales, les réseaux. Et plus pénibles pour l'Université, mais nécessaires, un recentrage sur les disciplines essentielles, une remise en cause des méthodes d'enseignement, une recherche d'efficacité pédagogique. Car tout se tient: l'affirmation de son identité, les ressources exigibles et la réforme interne. ag

Nouveau-né

Work, le journal du travail

Surprise, la semaine passée de trouver, en vente au kiosque de mon quartier, le premier numéro de *Work*. Ce bi-mensuel est édité par une SA d'édition. La rédaction est à Zurich. Il est imprimé à Saint-Gall sur les presses du *St. Galler Tagblatt* (Groupe NZZ). La rédaction comprend sept personnes (trois hommes et quatre femmes) et plusieurs collabora-

teurs rédactionnels dont Felix Leutenschlager pour la Romanie. Les membres des syndicats SIB, FTMH et FCTA de langue allemande reçoivent avec le journal un supplément syndical.

Présentation moderne avec de nombreuses illustrations. Le visage de notre ministre de l'économie occupe l'essentiel de la première page tandis que deux pages sont consacrées à

ses réponses à l'interview de Marie-José Kuhn. La rédactrice les complète par une chronologie à partir de 1995 sur le déniement puis la réhabilitation de l'Etat en Suisse. Au départ, le livre blanc qu'on a surtout attribué à feu David de Pury. A l'arrivée, en 2001 la chute de Swissair.

Titre du premier commentaire de Hannes Fuchs, rédacteur

en chef: «Patriotes de tous les partis unissez-vous». Ou une réflexion sur un «plus d'Etat» qui coûte cher au contribuable.

Il y a de la publicité, beaucoup de couleurs sur les vingt-quatre pages. Prix de vente, 2,80 francs, prix de l'abonnement, 36 francs par an. A noter que la *WoZ*, l'hebdomadaire de gauche, se prépare à l'arrivée de ce concurrent. cfp